

Communistes

www.PCF.fr

Les communistes mobilisés pour arracher des victoires ! (p. 3)



Vidéo

CUBA :
Agir
contre
le blocus !

Lancement de la souscription nationale (p. 5)

Cafard

Deux banques américaines qui font faillite, découverte de 60 millions de créances douteuses, plongeon de 100 milliards de dollars de valorisation boursière : il se passe de drôle de choses du côté des banques US. Simples péripéties ? Cas isolés ? Quelques brebis galeuses ? Ça n'a pas l'air d'être l'avis de Jamie Dimon, patron de JP Morgan Chase, première banque des USA (et sans doute du monde). L'homme, qui a le sens des formules, déclare : « Quand vous voyez un cafard, c'est qu'il y en a probablement d'avantage. »

Gérard Streiff

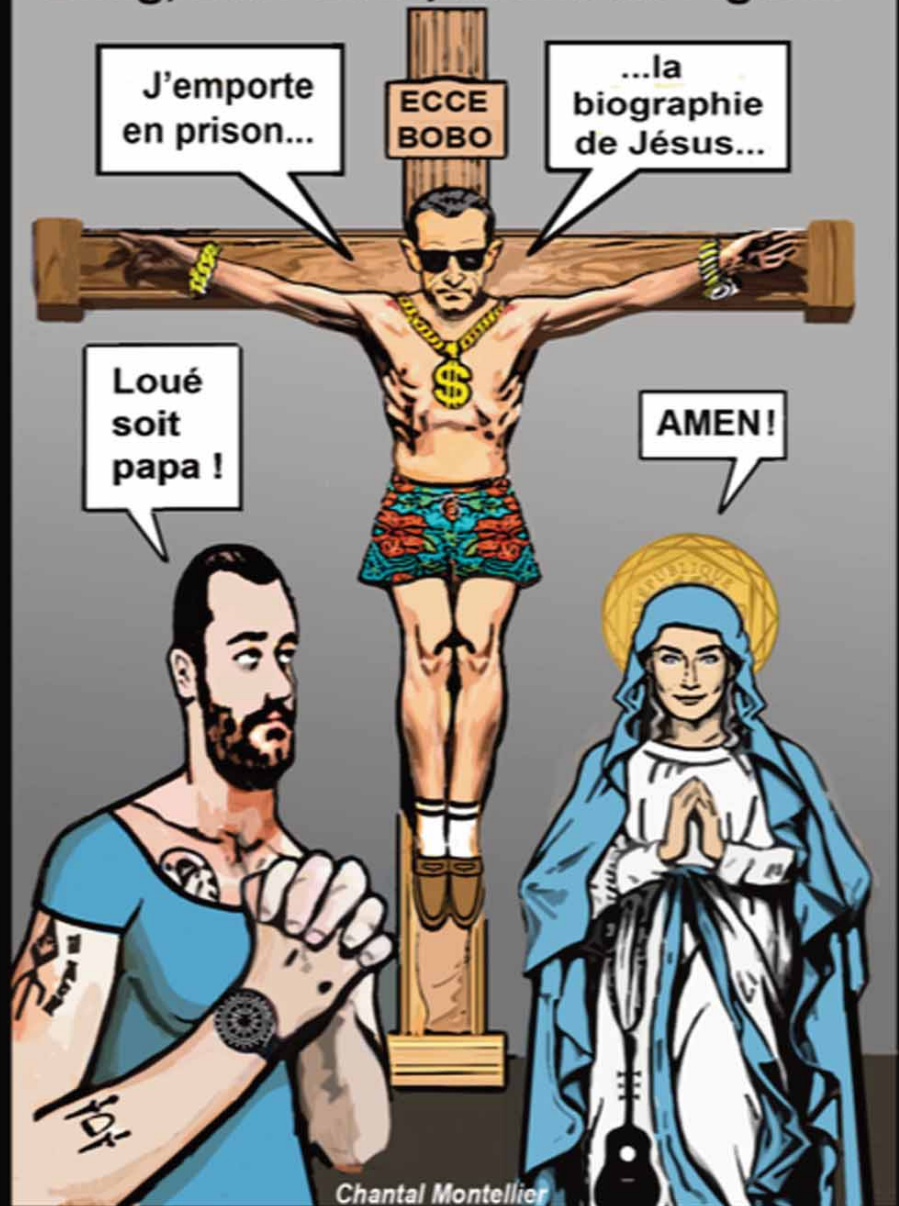
SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Saint Sarko de Neuilly, roi du Bling-Bling, 2007-2012, confie au Figaro:



25 octobre, à partir de 15 h : Le PCF Villeurbanne organise sa fête de section avec un débat sur le thème « Communisme municipal : Quelle place à gauche » avec la participation de Philippe Rio (maire de Grigny, 91), Amandine Demore (maire d'Echirolles, 38) et Léna Arthaud (conseillère métropolitaine, cheffe de file des communistes de Villeurbanne pour les élections municipale et métropolitaine). Suivi de concerts puis d'une soirée de musique cubaine, DJ, stands associatifs, etc. CCVA (Centre culturel et de la Vie associative), Villeurbanne (69)

7 novembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Le jacobinisme a-t-il existé ? Avec Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien, historiens chercheurs (Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CNRS). Entre autres livres, ils ont publié ensemble *Haro sur les Jacobins : essai sur un mythe politique français : XVIIIe-XXIe siècle* (éd. Puf 2025). Lieu Unique, Nantes (44)

15 et 16 novembre : Fête de l'Humanité Normandie. Les militantes et militants du journal vous donne rendez-vous pour deux jours de fêtes, de politique, de débats, d'expo et de concerts avec Asian Dub Foundation, Marcel et son Orchestre, The Congos, Radix, Soul Trip et bien d'autres encore. Bon de soutien militant à 20€ auprès des communistes des fédérations de Normandie. Parc des expositions, Rouen (76)

16 novembre, à partir de 19 h : Assemblée des femmes, PCF Isère, « Femmes et communistes, nos vies, nos combats : quels enjeux, quelles luttes, quelle organisation », en présence d'Elsa Siffert, de la commission nationale Droits des femmes et féminisme. Travaux de groupes, propositions, et table de livres avec la Librairie Notre temps. Toutes légitimes, inscription des adhérentes auprès des sections. Contact@pcf-isere.fr. 38 rue Émile-Gueymard, Grenoble (38)

29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des vétérans des Yve-

lines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient », avec Leila Moussavian-Huppe, membre de la Commission internationale du PCF. Salle 1901, Trappes (78)

19 décembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Qu'est-ce qu'une femme ? Avec Patricia Lemarchand, médecin (pneumologue) et professeure de biologie cellulaire à Nantes Université. Elle a dirigé avec Muriel Salle l'ouvrage *Qu'est-ce qu'une femme ? Catégories homme/femme : débats contemporains* (éd. Matériologiques, 2023). Par ailleurs, elle travaille à mettre en lumière les inégalités d'accès aux soins médicaux hommes-femmes. Lieu Unique, Nantes (44)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

7 novembre, à partir de 18 h : Séance 2 des Ateliers d'histoire du communisme : Les internationales ouvrières et l'enjeu du Front populaire. A la Fondation Gabriel-Péri, Tour Essor, 22e étage, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin). Avec Adeline Blaszkiewicz-Maison (maîtresse de conférences à l'Université Paris-1 Panthéon Sorbonne) ; Corentin Lahue (historien et archiviste à la Fédération CGT de la Métallurgie) ; Serge Wolikow (professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, président du Conseil scientifique de la Fondation Gabriel-Péri) ; Roger Martelli (historien).

Inscription en présentiel : inscription@gabriel-peri.fr

Inscription à la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_1L2lBc9wSoelq3Dm8YFcbA#/registration

28 & 29 novembre : 10^e rencontres d'histoire critique de Gennevilliers : Médias. Faire vivre la liberté. Droit inaliénable de l'humanité. Espace des Grésillons, 28 avenue Paul-Vaillant-Couturier, 92230 Gennevilliers (programme définitif et intervenants à venir)

Les communistes mobilisés pour arracher des victoires !

Le gouvernement Lecornu 2, imposé par un président de la République disqualifié et qui a évité de justesse la censure, va désormais défendre un budget à l'image de ces huit dernières années : dur pour le monde du travail et les services publics, doux pour le capital et les plus riches, juteux pour l'industrie de la guerre et l'armement. Il faut tout faire pour le combattre, par tous les moyens, au Parlement comme dans la rue ! Grâce aux mobilisations et face à la colère de plus en plus forte de nos concitoyen·nes, les représentants zélés de la finance ont dû, malgré tout, annoncer une potentielle suspension de la réforme des retraites.

Nous jugerons sur les actes car rien n'est encore gagné.

Mais dans les entreprises, dans les syndicats, les 600 000 salarié·es concernés font leurs comptes. Ils espèrent partir en retraite au plus vite. Les empêcher serait une terrible trahison.

Les communistes continueront de se battre pour l'abrogation totale de la réforme que des millions de salarié·es attendent et qu'une majorité de nos concitoyen·nes exige.

Les communistes et leurs parlementaires abordent le débat budgétaire qui s'annonce avec combativité et utiliseront au maximum le renoncement du Premier ministre à cet article 49-3 que nous dénonçons depuis si longtemps.



Lucides, nous savons que d'autres articles de la Constitution seront employés pour corseter le débat. Mais nous utiliserons autant que possible cette possibilité démocratique nouvelle pour augmenter le pouvoir d'achat par la hausse des salaires et des retraites, pour faire gagner la baisse de la CSG, le retour de l'ISF, la taxe Zucman, la fin des franchises médicales, le 100 % Sécu, un plan de relance de l'industrie et le développement des services publics par la création d'un fonds d'avances de 100 milliards d'euros dès 2026, la mise en place de critères sociaux et environnementaux pour les aides publiques aux entreprises, une réelle politique du logement, une loi contre la vie chère en métro-

pole et dans les territoires dits d'Outre-mer...

Les communistes se battront pied à pied au Parlement et partout en France au plus près des Françaises pour arracher des victoires pour le pouvoir d'achat, la justice fiscale et sociale, le climat, pour une politique de paix et de progrès.

Les parlementaires débattront. Chaque citoyen·ne sera juge du vote de ses représentant·es. Chaque parlementaire sera face à ses responsabilités.

Le PCF appelle les Françaises et Français à intervenir dans les débats, à interpellier leurs représentant·es, leurs député·es, leurs sénateurs et sénatrices. Un sursaut populaire inédit est nécessaire pour changer notre destin collectif. Nous appelons toutes les forces syndicales, associatives et citoyennes à y participer. Le peuple doit reprendre la main.

Les communistes, leurs parlementaires, fidèles au mandat qui leur a été confié, se battront pour arracher toutes les victoires possibles pour le monde du travail, pour nos enfants, pour la Paix et le progrès social.

Nous serons toujours au rendez-vous du débat démocratique, fiscal et social. Celui qui s'annonce sera déterminant pour l'avenir de notre pays. Nous y prendrons toute notre part. ✪

Parti communiste français Paris

le 16 octobre 2025

Élus communistes, bâtisseurs et rassembleurs

Contes, commune de 8 000 habitants des Alpes-Maritimes a, depuis 1977 un conseil municipal de gauche avec un maire communiste, Roger Carles de 1977 à 1996, puis depuis cette date, Francis Tujague qui avait été élu sur la liste conduite par son prédécesseur.

Une commune de 2 000 hectares à dominante rurale qui a bénéficié à partir des années vingt d'une cimenterie Lafarge dont la fermeture brutale est intervenue en janvier 2021 a conduit le conseil municipal à immédiatement réagir en faisant étudier le projet d'implantation d'une zone d'activité à haute valeur environnementale sur les 30 hectares du site de l'usine.

Ce projet est en train d'aboutir avec la préemption des terrains Lafarge par l'établissement public foncier régional et le choix de l'aménageur chargé de la création et de la gestion de cette zone d'activité par le conseil municipal de Contes et la communauté de communes du pays des Paillons.

Cette intercommunalité de 21 000 habitants qui regroupe 11 communes a été constituée en 2004 à l'initiative des maires communistes de Drap, Touët-de-l'Escarène, Lucéram et de Contes, ce dernier en ayant assuré la présidence pendant 12 ans.

La création de cette communauté de communes est pleinement justifiée par les potentialités du territoire des Paillons, mais elle tient également au refus des communes à dominante rurale qui en sont devenues membres de se voir englobées dans la métropole niçoise.

Mais la motivation principale de ses fondateurs, au premier rang desquels les élus communistes du



territoire, a été de soutenir le développement des activités économiques et de l'emploi local et de mettre à la disposition de l'ensemble des habitants des Paillons des services à la population que la commune de Contes était, à ce moment-là, pratiquement la seule à proposer.

L'exemple le plus marquant est l'exercice par la communauté de communes, à l'initiative de Noël Albin, maire communiste de Touët-de-l'Escarène, de la compétence « enfance et jeunesse » qui s'est traduite par la création, outre la crèche de Contes qui existait déjà, de trois nouveaux établissements qui permettent, ensemble, de répondre à la totalité des demandes d'accueil en crèche du territoire et par la constitution de trois associations soutenues

par les communautés qui répondent aux besoins d'accueil de la jeunesse.

Au rang des avancées majeures initiées par les élus communistes figurent également, à Contes, le développement très important d'équipements culturels de premier plan tels la médiathèque, le musée des arts et traditions populaires ouverts au public mais également, de façon toute particulière, aux élèves des cinq écoles de la commune, du collège et la construction, actuellement en cours, de la maison de la biodiversité et du développement durable.

Au plan des spectacles, le Festival Païoun Ven qui présente en été dans le théâtre de verdure de Contes de 9 à 10 spectacles accueillant gratuitement de 10 à 12 000 spectateurs.

Des actions culturelles qui sont également encouragées par la communauté de communes avec la création, à Contes de la maison de la musique et de la danse qui assure la formation à ces deux disciplines de 500 jeunes des Paillons et a construit sur son territoire quatre salles de spectacles dont, à Contes, la salle de l'Hélice, qui propose en hiver de 15 à 20 spectacles accueillant de 5 à 6 000 spectateurs et apporte son soutien à l'organisation de spectacles dans toutes ses communes.

Un témoignage s'il en fallait, de la capacité des élus communistes à rassembler et à construire au-delà de leurs rangs quand il s'agit de répondre aux besoins et attentes des populations qui leur ont accordé leur confiance. ✪

Francis Tujague
Maire de Contes

Lancement de la souscription nationale : « On ne plie pas, on souscrit ! »

Entretien avec Christophe Grassullo, trésorier national du PCF

Communistes : Tu viens de lancer la souscription nationale pour 2025. Que représente-t-elle dans le financement du PCF ?

Christophe Grassullo : La souscription nationale est une tradition dans le financement du Parti. Avec l'aide publique, les versements de parlementaires ou le tiers-cotisation, elle vise à financer le fonctionnement du Conseil national, de son exécutif, de ses commissions de travail et de l'ensemble des initiatives nationales du Parti, des matériels conçus et mis à disposition de l'ensemble du Parti. Elle participe aussi à organiser la solidarité financière entre toutes les fédérations, avec la mobilisation de moyens du CN pour que le PCF déploie son activité partout en France.

La souscription participe à l'originalité de notre financement dans le paysage politique, un financement populaire et militant !

Tu parles des initiatives nationales. Tu peux en dire plus ?

Nous avons multiplié les initiatives en 2025 : sur les nouveaux droits des personnes en situation de handicap, la commémoration de l'anniversaire de la panthéonisation de Missac et Mélinée Manouchian, le grand meeting pour la paix organisé à Vénissieux, les rassemblements et marches pour l'arrêt du

génocide à Gaza, les initiatives de solidarité concrète avec Cuba et son peuple, l'organisation de la journée de lancement de la campagne commune avec l'OLP pour le droit du peuple palestinien à disposer d'un État et à vivre en paix, les assises de la protection de l'enfance, la soirée sur la filière nucléaire ou encore, très récemment, l'initiative pour une Sécurité sociale du 21^e siècle en commémorant le 80^e anniversaire de sa création par le ministre communiste Ambroise Croizat...

J'y ajoute évidemment la très belle contribution aux débats politiques de la Fête de l'Huma dans le stand national du Parti, une université d'été de grande qualité ou encore, très prochainement, la 3^e édition de l'assemblée des femmes au siège du Parti sur deux journées. Il faut évidemment ajouter à cela le travail permanent de la direction nationale pour animer la bataille d'idées, mettre à jour notre projet et nos propositions avec les livrets thématiques notamment, le travail de renforcement et d'organisation du Parti. Bref, nous n'avons pas chômé et les mois à venir s'annoncent tout aussi chargés.

Tout cela mobilise beaucoup de moyens dont l'ensemble du Parti doit se préoccuper.

Précisément, les moyens dont tu parles sont-ils suffisants ?

Non bien sûr, d'autant que le ministre de l'Intérieur a pris la décision proprement scandaleuse d'am-



SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les
moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

puter l'aide publique due au PCF de 68 000 euros pour une raison hallucinante : nous avons présenté plus de femmes que d'hommes aux élections législatives !

Nous sommes fiers de notre décision qui s'inscrit dans le combat féministe pour un véritable partage des pouvoirs et nous tenterons d'obtenir justice sur cette décision scandaleuse du gouvernement. Mais en attendant, il nous faut impérativement combler ce manque à gagner. Indignons-nous bien sûr, mais ripostons surtout à la sanction politique par une mobilisation financière exceptionnelle !

Et puis il y a évidemment le contexte politique, avec un gouvernement à la botte des marchés financiers qui est clairement reparti en guerre contre le monde du travail, la jeunesse, les retraités. Avec une extrême droite qui travaille à apparaître comme une alternative alors qu'elle serait encore plus violente pour notre pays et notre peuple. Et une gauche qui peine – le mot est faible – à incarner une alternative crédible. Crédible pour gagner et surtout crédible pour hisser le combat de classes au niveau où le capital a décidé de le mener dans le pays et à travers toute la planète.

Donner de la force au PCF, y compris par ses moyens, est donc décisif pour que les rapports de force évoluent dans le bon sens, au sein de la gauche comme dans tout le pays. D'où le mot d'ordre de cette souscription : « On ne plie pas. On souscrit ! »

À qui s'adresse cette souscription nationale ?

À toutes celles et tous ceux qui, à gauche, pensent que le PCF doit se renforcer, renforcer son influence dans la formidable bataille d'idées menée par le capital et ses relais politiques de droite et d'extrême droite. Donc aux communistes bien sûr dont la mobilisation financière pour cette souscription, même quand elle est modeste, est très importante.



Ce sont les nombreux petits ruisseaux qui font les grands fleuves.

J'ai aussi la conviction qu'à l'image de l'année passée, beaucoup de syndicalistes, de travailleuses et de travailleurs, de militants associatifs dont nous soutenons les luttes, peuvent s'engager dans cette mobilisation financière. Beaucoup de ces militants, même non communistes, peuvent considérer que l'influence du PCF doit être plus importante dans la société. C'est pour cela que j'appelle aussi tous les communistes à se tourner vers eux, dans les territoires, à l'occasion de cette souscription.

En rappelant que chaque don ouvre droit à une réduction fiscale de 66 % du montant versé...✳

Pour faire un don :

rendez-vous sur <https://souscription.pcf.fr/>

Je fais un don par chèque : Chèque à l'ordre de : ANF-PCF. 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19



Projet de loi de Finances 2026 : le spectre de la récession !

Jean-Marc DURAND

membre du conseil national - PCF

Les lendemains du 14 juillet, journée de fête nationale pour commémorer la Révolution française de 1789, ont cette année un goût amer pour des millions de Françaises et de Français, après le catalogue de mesures, toutes plus réactionnaires les unes que les autres, débité par François Bayrou le 15 juillet.[...]

continuer la lecture sur :

www.economie-et-politique.org/

L'espoir de lendemains qui chantent

Malgré une pluie battante, ce dimanche 19 octobre 2025, plus d'un millier de personnes ont participé à l'hommage rendu comme chaque année depuis 84 ans à la carrière de Châteaubriant, aux 27 otages, fusillés le 22 octobre 1941, dont Guy Môquet ou Jean-Pierre Timbaud. En présence du préfet de Loire Atlantique, du président du département, du maire, président de la Communauté de communes Châteaubriant-Derval, de sénateurs et députés, du vice-président de Nantes Métropole et de nombreux élus, visiteurs, militants associatifs ou de la CGT et du Parti communiste français, un vibrant hommage a été rendu. Plus de 100 jeunes qui ont participé au projet pédagogique de collecte de terres de lieux d'internement, de résistance ou de déportation, venus de Nantes, d'Angers, d'Aubervilliers ou Gennevilliers avec leurs enseignants ont été mis à l'honneur. Puis Carine Picard-Nilès, présidente de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt a insisté : « N'oublions pas que derrière ces noms que nous honorons et qui jalonnent nos rues et nos bâtiments publics, il y eut des hommes, des hommes dont les noms ont été choisis par des ministres, des préfets et hauts fonctionnaires français, aux ordres du gouvernement de Vichy et à la botte des Allemands pour écraser des indésirables. » Pour finir, elle a rappelé le besoin de continuer à transmettre leur combat contre le fascisme, l'antisémitisme, la haine pour que leur mort serve à quelque chose. C'est pourquoi une grande souscription est lancée



pour rénover le site et agrandir le musée. « Cela doit être notre combat dans leurs pas, car un présent sans passé n'a pas d'avenir. Le fascisme et la haine, nous les avons déjà essayés et ils n'apportent que misère, guerre et mort. Alors résistons encore et encore pour être dignes d'eux et d'elles. » Dans la foulée, Stéphane Peu, député et président du groupe Gauche démocrate et républicaine à l'Assemblée nationale, représentant le PCF, a repris que « dans chacune des lettres qu'ils écrivent ce 22 octobre à leur famille, il y a l'amour de la France, la fierté de la justesse du combat mené, la fidélité à leurs idéaux révolutionnaires et l'espoir de lendemains qui chantent, pour leurs familles, pour leurs camarades, pour leur pays. » Puis, après s'être félicité du rétablissement d'une réalité historique sur la résistance communiste, avec l'entrée de Missak et Mélinée Manouchian dans le temple de l'honneur de la patrie, le Panthéon. Il a ajouté : « Martha Desrumaux, Marie-Claude Vaillant-Couturier et tant

d'autres femmes résistantes communistes y auraient aussi largement leur place aux côtés de Geneviève Anthonioz de Gaulle et Berty Albrecht. » Le public a salué cette proposition par de vifs applaudissements. Il a conclu en disant que les propos et les attitudes des députés du RN à l'Assemblée le motivent à ne rien leur céder en mémoire de tous ces élus et militants communistes qui ont payé de leur vie pour que vive la France. Car, « qu'ils le veuillent ou non, ils sont les héritiers politiques de ceux qui ont désigné les otages, qui ont arrêté les juifs, qui ont fait honte à la France. » Pour conclure ce temps d'hommage, les chorales Chœur et Mouvement 93, Echosonora et Méli-Mélo, accompagnées d'une classe de CM2 de l'école La rose des vents d'Erbray, ont chanté la victoire de 1945, mêlant lettres de fusillés et poèmes en apportant une touche d'ensoleillement et surtout d'espoir pour un monde meilleur.✶

Carine Picard

Budget 2026 : Apprentis, Macron baisse ton salaire et ton patron ne t'aidera pas !

La filière de l'apprentissage subit de plein fouet les coupes budgétaires du gouvernement : fin des exonérations de cotisations salariales, alignement du public sur le privé, suppression de l'aide au permis de conduire... Cet abandon, malgré les dysfonctionnements existants de la filière, traduit l'absence totale d'ambition du gouvernement en matière de formation professionnelle.

Les apprentis, premières victimes

Les premières victimes de ces coupes seront évidemment les apprentis. Avec la fin des exonérations de cotisations salariales, leur salaire net baissera mécaniquement - sans que leur salaire brut augmente pour autant, faute de contrainte imposée au patronat.

Plus grave encore : c'est toute l'attractivité de la filière qui est en jeu. Sans encadrement du patronat, la fin des exonérations entraînera une chute du nombre de contrats d'apprentissage. Les jeunes auront encore plus de mal à trouver un contrat et seront, de fait, plus exposés à la précarité, aux bas salaires et aux conditions de travail dégradées.

La suppression de l'aide de 500 € pour le permis de conduire constitue, elle aussi, un coup dur pour celles et ceux pour qui la voiture est le seul moyen de se rendre sur leur lieu de travail.



Une filière au bénéfice du patronat

Depuis 2018, la filière de l'apprentissage survit grâce aux niches fiscales offertes par l'État aux entreprises, à travers les exonérations de cotisations sociales salariales, patronales et des subventions publiques. Ces cadeaux faits au patronat ont permis de développer la filière... mais sur le dos des finances publiques qui

ont payé à la place des entreprises. Cette politique d'incitation a en réalité servi à financer, pour partie, l'embauche d'apprentis produisant des richesses à un coût attractif pour les employeurs.

Les effets pervers ne se sont pas fait attendre : des contrats d'apprentissage à bas coût sont parfois utilisés pour remplacer des emplois à temps plein.

Si la fin de ces exonérations met un terme à cet effet d'aubaine, elle risque aussi de provoquer un effondrement de la filière, équivalent à un véritable plan de licenciement pour les apprentis.

Et si c'était au patron de payer ?

Depuis 2018, le mot d'ordre a été l'incitation. Il doit désormais être

l'exigence.

Nous, Mouvement des jeunes communistes de France, affirmons que le travail mérite salaire - et un salaire digne. Plus encore, nous affirmons que c'est au patronat de payer le salaire des apprentis qu'il emploie. Les apprentis ne sont pas des travailleurs de seconde zone. Leurs salaires ne doivent plus être une variable d'ajustement.✳

Tom Landry



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La Serbie en ébullition



La Serbie connaît une mobilisation continue depuis un an contre la corruption et l'affairisme du gouvernement d'Aleksandar Vučić, portant des exigences d'intégrité morale et de justice sociale. Ce mouvement ouvre une nouvelle page dans une longue suite de mobilisations qui, avant la pandémie, ont traversé les pays des Balkans occidentaux, de la Serbie, au Monténégro et à l'Albanie. Il se développe dans un pays que l'Union européenne capitaliste et libérale maintient dans une position de périphérie et d'exploitation en soutenant le régime autoritaire de Vučić et la bourgeoisie compradore qui en forme la base sociale. Ce mouvement se développe depuis le 1^{er} novembre 2024, lorsque l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, capitale de la région de Voïvodine, a fait 15 morts. De nombreuses manifestations de masse ont lieu depuis dans le pays. Elles ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes et maintiennent une pression importante sur le pou-

voir. Chaque jour, à 11h52, à travers tout le pays, des milliers de Serbes observent quinze minutes de silence en l'honneur des quinze victimes. Le gouvernement a été contraint à la démission en avril 2025 sans que cela ne change quoi que ce soit.

Sa base sociale a pour premier noyau les étudiants. Mais la manifestation du 1^{er} mai a montré une participation du mouvement social, alors que le cadre législatif de la grève est très restrictif en Serbie. Les agriculteurs participent aussi au mouvement. Le pouvoir se livre à une politique de répression et à des violences policières.

Les revendications sont :

- Que les responsables du drame de Novi Sad soient identifiés, jugés, qu'il y ait enquête crédible et transparente ;
- Que le financement de l'enseignement supérieur soit augmenté. Beaucoup de protestations soulignent les lacunes dans l'éducation ;
- Que des élections anticipées soit organisées.

Mais on note aussi une extrême diversité et d'importants courants centrifuges dans ce mouvement, qui brandit à la fois des symboles européens et des symboles associés à la Russie, et qui manifeste à la fois une certaine nostalgie de la Yougoslavie (par l'organisation de courses-relais reliant les grandes villes du pays en passant par les villages, rappelant la *štafeta* de la Yougoslavie) mais aussi utilise, pour une partie du mouvement, des symboles et des figures nauséabondes du nationalisme serbe. Derrière ce mouvement, il y a deux phénomènes profonds qui sont dénoncés :

- Le système de gouvernement instauré par Vučić, dont les ramifications contrôlent les médias et les marchés publics. Son pouvoir est aujourd'hui plus tentaculaire que celui de Milošević. Il agite le chiffon rouge de l'extrême droite pour se maintenir au pouvoir alors qu'il en est en réalité lui-même issu. Son parti, le SNS, le « Parti progressiste serbe », vient de l'extrême droite. Il a appliqué les recettes du



laboratoire italien où l'extrême droite a phagocyté la totalité de la droite. Vučić affiche sa proximité avec Orban, Meloni, Trump et Netanyahu.

- La situation de dépendance capitaliste dans laquelle l'Union européenne maintient le pays. Avec d'autres acteurs comme les entreprises russes et chinoises, elle a pour point commun d'exploiter le sous-sol serbe. La question de l'extraction du lithium en Serbie cristallise donc les enjeux autour des orientations stratégiques prises par l'UE pour développer la production de batteries électriques. Le 19 juillet 2024, la Serbie a signé un protocole d'accord devant permettre à l'UE de se fournir en lithium exploité dans la région de Jadar. Les travailleurs serbes, confrontés à un taux de chômage de 8,5 % de la population active et de 23 % chez les moins de 24 ans, servent de main-d'œuvre bon marché dans les pays de l'UE. Cela explique le soutien de l'UE à Vučić et à son régime de bourgeoisie compradore. La grande question est celle du débouché politique possible d'un mouvement très large, contradictoire dans ses ramifications, mais portant une exigence de justice démocratique et sociale. Éviter les ingérences possibles est également un défi. La plateforme de gauche Solidarnost (membre du PGE) dénonce l'autoritarisme du pouvoir et la politique de l'Union européenne en Serbie pour l'exploitation du lithium. Elle s'est également exprimée pour le maintien de la neutralité du pays. Son co-président,

Nebojša Zelenović, déclarait en 2023 : « Nous estimons qu'une politique de neutralité militaire est la seule politique capable d'assurer un avenir durable à la région, à l'Europe et au monde. Une course aux armements de plus ne peut avoir d'issue heureuse et ne saurait servir qu'aux intérêts des grandes entreprises, qui réalisent d'énormes profits du malheur d'autrui, et nous mène tout droit à la ruine. En tant que société, nous avons fait l'expérience, dans la dernière décennie du siècle dernier, de la dévastation de la guerre. La paix n'a pas d'alternative. » Sans doute de telles prises de position ouvrent un chemin possible pour une alternative politique dans le pays. ★

Vincent Boulet

membre du CEN, chargé de l'international



Communistes

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichieff
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr